

Communauté de Communes



REGLEMENT INTERIEUR DES **INSTANCES**

Avis de la conférence des Maires du : 9 octobre 2020

Délibération du conseil communautaire du : 19 novembre 2020

Table des matières

Préambule.....	3
Chapitre 1 : Les instances.....	4
Titre 1 : Le conseil communautaire.....	4
Article 1 : Périodicité des séances.....	4
Article 2 : Convocations.....	4
Article 3 : Ordre du jour	4
Article 4 : Accès aux dossiers préparatoires.....	4
Article 5 : Questions orales.....	5
Article 6 : Questions écrites.....	5
Article 7 : Présidence.....	5
Article 8 : Quorum.....	6
Article 9 : Suppléance - pouvoir.....	6
Article 10 : Secrétariat de séance.....	6
Article 11 : Accès et tenue du public.....	7
Article 12 : Enregistrement des séances	7
Article 13 : Séance à huis clos.....	7
Article 14 : Déroulement des séances	7
Article 15 : Invités exceptionnels	7
Article 16 : Suspension de séance	7
Article 17 : Amendements	8
Article 18 : Consultation des électeurs	8
Article 19 : Votes	8
Article 20 : Clôture de toute discussion	8
Article 21 : Comptes rendus	9
Article 22 : Information des conseillers municipaux	9
Titre 2 : Le Bureau communautaire.....	9
Article 23 : Périodicité des séances.....	9
Article 24 : Composition.....	9
Article 25 : Invités exceptionnels	10
Article 26 : Rôle du Bureau.....	10
Titre 3 : Les commissions.....	10
Article 27 : Commissions communautaires.....	10
Article 28 : Fonctionnement des commissions communautaires	10
Article 29 : Commission d'appel d'offres.....	11
Article 30 : Commission locale d'évaluation des charges transférées	11
Titre 4 : La conférence des Maires	11
Article 31 : Périodicité des séances.....	11
Article 32 : Composition.....	11
Article 33 : Invités exceptionnels	11
Article 34 : Rôle de la conférence des Maires	12
Titre 5 : Le Président	12
Article 35 : Pouvoirs propres.....	12
Article 36 : Pouvoirs délégués par le conseil communautaire.....	12
Chapitre 2 : Organisation décisionnelle.....	13
Article 37 : Lien fonctionnel entre les acteurs	13
Article 38 : Processus de mise en œuvre de la décision	14
Article 39 : Récolte de l'avis du conseil municipal de la commune concernée	14
Chapitre 3 : Dispositions diverses.....	15
Article 40 : Silence du règlement.....	15
Article 41 : Modification du règlement.....	15
Article 42 : Application du règlement	15

Préambule

La communauté de communes Seules Terre et Mer est un établissement public de coopération intercommunale constituée de 28 communes représentant 17 017 habitants et 195 km² de superficie. Seules Terre et Mer, comme tous les établissements publics de coopération intercommunale est régi par des principes de spécialité et d'exclusivité. Ainsi les compétences exercées ont été arrêtées par l'arrêté préfectoral du 20 février 2020

Les compétences exercées sont :

- 1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire**
- 2° Actions de développement économique**
- 3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations**
- 4° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage**
- 5° Collecte et traitement des déchets**
- 6° Protection et mise en valeur de l'environnement d'intérêt communautaire**
- 7° Création, aménagement et entretien de voiries d'intérêt communautaire**
- 8° Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire**
- 9° Action sociale d'intérêt communautaire**
- 10° Eau Potable**
- 11° Création et gestion de maisons de services au public d'initiative communautaire**
- 12° Elaboration avec la Région et le Département d'un projet culturel territorial et mise en œuvre de celui-ci.**
- 13° Création d'équipements ou d'aménagements touristiques d'initiative communautaire**
- 14° Surveillance des plages**
- 15° Fourrière animale**

Située entre les agglomérations de Bayeux et de Caen, la communauté de communes Seules Terre et Mer a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Si le conseil communautaire a décidé le 17 septembre 2020 de ne pas élaborer un pacte de gouvernance, il a été souhaité de rappeler ici que les actions de la communauté de communes doivent être réalisées en concertation avec les communes membres dans la recherche constante de satisfaire l'intérêt général. Cette concertation se traduira par un effort de mutualisation des services. Les maires des communes seront systématiquement invités lors d'événements sur leur territoire.

Le présent règlement intérieur a pour vocation de présenter et de réglementer les instances de la communauté de communes mais aussi de présenter son organisation décisionnelle.

Chapitre 1 : Les instances

Titre 1 : Le conseil communautaire

Article 1 : Périodicité des séances

Le conseil communautaire se réunit au moins une fois par trimestre (article L. 5211-11 du code général des collectivités territoriales).

Le Président peut réunir le conseil communautaire chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le Département ou par le tiers au moins des membres du conseil en exercice. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

Sauf exception, le conseil communautaire se réunira tous les 3^{èmes} jeudis des mois de janvier, mars, mai, septembre et novembre.

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est affichée au siège de la communauté de communes. Elle est adressée aux conseillers communautaires de manière dématérialisée via l'espace élu du site internet de la communauté de communes ou, si les conseillers communautaire en font la demande, adressé par écrit à leur domicile ou à une autre adresse (article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales).

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil communautaire.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil communautaire, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

A titre exceptionnelle les séances pourront se dérouler en visioconférence.

Article 3 : Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour. L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 4 : Accès aux dossiers préparatoires

Tout membre du conseil a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la communauté qui font l'objet d'une délibération.

Durant la semaine qui précède la réunion du conseil communautaire, les membres peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le président.

Dans tous les cas, les dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Article 5 : Questions orales

Les conseillers communautaires ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la communauté.

Le règlement fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions de la façon suivante :

- Les questions orales ne donnent pas lieu à des délibérations.
- Le texte des questions est adressé au Président 48h au moins avant la séance du conseil communautaire. Les questions déposées après l'expiration du délai sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.
- Lors de cette séance, le Président, ou les Vice-présidents compétents répondent oralement aux questions posées.
- Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et ne peuvent comporter d'imputations personnelles.
- Si l'objet des questions orales le justifie, le Président peut décider de les transmettre pour examens aux commissions concernées.
- Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance.
- Les questions ne donnent pas lieu à un débat, sauf demande de la majorité des conseillers communautaire présents
- Le temps consacré au traitement des questions orales ne pourra pas excéder 30 minutes.

Article 6 : Questions écrites

Chaque membre du conseil communautaire peut adresser au Président des questions écrites sur toute question concernant la communauté. Ces questions feront l'objet d'une réponse écrite du Président. Si nécessaire, le Président inscrira la question à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil communautaire.

Article 7 : Présidence

Le conseil communautaire est présidé par le Président, et à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le conseil communautaire élit son président.

Pour toute élection du Président et des vices- Présidents, la convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise.

Il met fin s'il y a lieu aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Il appartient au Président de mener les séances et de faire appliquer le présent règlement.

Article 8 : Quorum

Le conseil communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si après une première convocation régulièrement faite ce quorum n'est pas atteint, le conseil communautaire est à nouveau convoqué à trois jours francs au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller communautaire s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Afin de contrôler les conditions de quorum tout au long de la séance, les conseillers communautaires doivent signaler au Président, au secrétaire de séance ou aux auxiliaires de séances leurs entrées et leurs sorties de la salle de réunion.

Article 9 : Suppléance - pouvoir

Tout conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du conseil peut, le cas échéant, solliciter son suppléant pour participer à la séance. La présence du suppléant devra obligatoirement être notifiée au Président par le conseiller titulaire sans quoi le conseiller suppléant ne sera pas autorisé à participer aux débats.

Tout conseiller communautaire empêché peut donner pouvoir de voter en son nom à un autre conseiller communautaire. Dans ce cas, le pouvoir doit être daté, signé et remis au président en début de séance.

Chaque conseiller communautaire ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de séance.

Article 10 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le conseil communautaire nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce secrétaire des auxiliaires, pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du compte-rendu de séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président.

Article 11 : Accès et tenue du public

Les séances des conseils communautaires sont publiques.

Le public doit observer le silence durant la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Article 12 : Enregistrement des séances

A des fins de retranscription, les séances du conseil communautaire sont enregistrées.

Article 13 : Séance à huis clos

A la demande de trois membres ou du Président, le conseil communautaire peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés qu'il se réunit à huis clos.

Dans ce cas seuls les conseillers communautaires, le cas échéant, les suppléants représentant un conseiller communautaire empêché et les services administratifs indispensables au bon déroulement de la séance sont autorisés à assister à la séance.

Article 14 : Déroulement des séances

A l'ouverture de la séance, le président constate le quorum, proclame la validité de la séance, cite les pouvoirs reçus et fait désigner un secrétaire de séance.

Ensuite, les affaires inscrites à l'ordre du jour sont soumises au conseil communautaire.

Le président de la communauté peut demander préalablement au président de la commission intercommunale concernée un compte rendu de l'avis exprimé par cette commission sur l'affaire en question.

Le président accorde la parole en cas de réclamation d'un conseiller sur l'affaire qui est soumise au conseil.

Le président peut également retirer la parole au membre du conseil communautaire qui trouble le bon déroulement de la séance.

La parole est accordée par le Président aux membres du conseil qui la demandent.

Pour le cas où les débats s'enliseraient, le conseil communautaire est appelé, sur proposition du Président, à fixer de manière exhaustive et définitive le nombre d'intervenants ayant à prendre la parole et la durée d'intervention impartie à chacun d'eux.

Article 15 : Invités exceptionnels

Lors des séances du conseil communautaire, le Président peut demander à des intervenants extérieurs de venir présenter certains sujets.

Article 16 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Président de séance. Le Président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller communautaire.

Il revient au Président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 17 : Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au conseil communautaire.

Les amendements ou contre-projets doivent être présentés par écrit au Président. Le conseil communautaire décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 18 : Consultation des électeurs

Les électeurs des communes de la communauté peuvent être consultés sur les décisions que les autorités communautaires sont appelées à prendre pour les affaires relevant de la compétence de la communauté de communes conformément à l'article L 5211-49 du CGCT.

La consultation peut ne concerner qu'une partie du territoire.

Sur proposition de l'ensemble des maires des communes membres, ou sur demande écrite de la moitié des membres du conseil communautaire, le conseil communautaire délibère sur le principe et les modalités d'organisation de la consultation. Dans ce cas, l'urgence ne peut être invoquée. La délibération qui décide la consultation indique expressément que cette consultation n'est qu'une demande d'avis.

Article 19 : Votes

Le conseil communautaire vote de l'une des quatre manières suivantes :

- A main levée
- Par assis et levé
- Au scrutin public par appel nominal
- Au scrutin secret.

Sauf exceptions légales, les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés dans les suffrages exprimés.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Pour le vote au scrutin public, il doit être demandé par le quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

- soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame,
 - soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.
- Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative à égalité de voix l'élection est acquise au plus âgé.

Article 20 : Clôture de toute discussion

Il appartient au Président de séance de mettre fin aux débats.

Un membre du conseil peut aussi demander au Président qu'il soit mis fin à toute discussion et qu'il soit procédé au vote.

Article 21 : Comptes rendus

Le compte-rendu de la séance retrace de manière synthétique les débats afin de faire office de procès-verbal.

Il est affiché dans la huitaine au siège de la communauté de communes et transmis aux conseillers communautaires dans le même délai et dans les mêmes modalités que l'envoi de la convocation.

Chaque compte-rendu est adopté à la séance qui suit son établissement.

Les membres du conseil communautaire ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter à ce compte-rendu. La rectification éventuelle est enregistrée au compte-rendu suivant.

Article 22 : Information des conseillers municipaux

Conformément à l'article L.5211-40-2 du code général des collectivités territoriales, les convocations, notes de synthèse, documents annexes et comptes-rendus des séances sont mis à disposition des conseillers municipaux et des mairies via l'espace élu du site internet de la communauté de communes.

Titre 2 : Le Bureau communautaire

Article 23 : Périodicité des séances

Le Bureau communautaire est réuni par le Président chaque fois qu'il le juge utile.

Sauf exception le Bureau communautaire se réunira au moins une fois entre deux conseils communautaires.

Les séances du Bureau communautaire ne sont pas publiques.

Article 24 : Composition

Le Bureau communautaire est composé du Président, des vice-présidents et des membres du bureau élus par le conseil communautaire.

La composition est la suivante :

Prénom NOM	Fonction
Thierry OZENNE	Président
Christian GUESDON	1 ^{er} vice-président
Geneviève SIRISER	2 ^{ème} vice-président
Vincent DAUCHY	3 ^{ème} vice-président
Gwenaëlle LECONTE	4 ^{ème} vice-président
Gérard LEU	5 ^{ème} vice-président
Alain COUZIN	6 ^{ème} vice-président
Daniel LEMOUSSU	7 ^{ème} vice-président
Marcel DUBOIS	8 ^{ème} vice-président
Stéphane JACQUET	9 ^{ème} vice-président
Hervé RICHARD	10 ^{ème} vice-président
Philippe ONILLON	11 ^{ème} vice-président
Sylvie LE BUGLE	1 ^{er} membre du bureau
Agnès THOMASSET	2 ^{ème} membre du bureau

Nadine BACA	3 ^{ème} membre du bureau
Richard VILLECHENON	4 ^{ème} membre du bureau
Jean-Luc VERET	5 ^{ème} membre du bureau
Didier COUILLARD	6 ^{ème} membre du bureau

Article 25 : Invités exceptionnels

Lors des séances du Bureau communautaire, le Président peut demander à des intervenants extérieurs de venir présenter certains sujets.

Lorsque le Bureau communautaire évoque des sujets concernant plus particulièrement certaines communes, le Président peut décider d'inviter les maires des communes concernées à la séance du Bureau communautaire.

Article 26 : Rôle du Bureau

Le Bureau communautaire est une instance où les travaux des commissions sont examinés avant d'être présentés au conseil communautaire.

Le Bureau communautaire a également une mission d'initiative de projet. Ces projets initiés en Bureau communautaires seront ensuite approfondis par les commissions.

Titre 3 : Les commissions

Article 27 : Commissions communautaires

Le conseil communautaire crée les commissions qu'il juge nécessaire et en définit la composition. Les membres des commissions sont désignés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 28 : Fonctionnement des commissions communautaires

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-Président.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures aux membres désignés et au conseil communautaire.

La commission se réunit sur convocation du Président ou du vice-Président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité simple de ses membres.

La convocation accompagnée de l'ordre du jour est mis à disposition de chaque membre de la commission au minimum 3 jours francs avant la tenue de la réunion sur l'espace « élu » du site internet de la communauté de communes.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décisions. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent des avis.

Elles se prononcent à la majorité des membres présents ou représentés sans condition de quorum.

En cas d'absence, un membre peut se faire représenter par le Maire de la commune qu'il représente ou par tout autre membre du conseil municipal désigné par le Maire.

Article 29 : Commission d'appel d'offres

La composition de la commission d'appel d'offres est définie par le code général des collectivités territoriales.

Une commission d'appel d'offres permanente est mise en place pour la durée du mandat. Toutefois si nécessaire pour un marché spécifique, le conseil communautaire pourra élire une commission d'appel d'offres ad hoc.

La commission d'appel d'offres a vocation à se réunir obligatoirement pour l'attribution des contrats de la commande public passés en procédure formalisée ainsi que pour la signature d'avenant supérieur à 5% de ces mêmes contrats.

Article 30 : Commission locale d'évaluation des charges transférées

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) est composée d'un membre titulaire par commune désigné par le conseil municipal.

Le président ou son représentant assiste aux réunions sans voix délibérative.

Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du Président.

La CLECT a vocation à se réunir lors de chaque transfert de compétence afin d'évaluer les charges transférées et de proposer une évolution des attributions de compensation.

Titre 4 : La conférence des Maires

Article 31 : Périodicité des séances

La conférence des Maires est réunie par le Président chaque fois qu'il le juge utile ou à la demande d'un tiers des maires dans la limite de 4 fois par an.

Sauf exception, la conférence des maires se réunira tous les 1^{ers} jeudis des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

Les séances de la conférence des maires ne sont pas publiques.

Article 32 : Composition

La conférence des maires est composée du Président, des vice-présidents, des membres du bureau élus par le conseil communautaire ainsi que de l'ensemble des Maires des communes membres de la communauté de communes.

Article 33 : Invités exceptionnels

Lors des séances de la conférence des maires, le Président peut demander à des intervenants extérieurs de venir présenter certains sujets.

Article 34 : Rôle de la conférence des Maires

La conférence des Maires est une instance où les orientations de la communauté de communes sont présentées et débattues. La conférence des Maires est consultée sur les investissements structurants de la communauté de communes.

Titre 5 : Le Président

Article 35 : Pouvoirs propres

Le président est l'organe exécutif de la communauté de communes.

Il prépare et exécute les délibérations du conseil communautaire. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de la communauté de communes.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général des services, au directeur des services techniques et aux responsables de service.

Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le président est le chef des services de la communauté de communes.

Il représente en justice la communauté de communes.

Article 36 : Pouvoirs délégués par le conseil communautaire

Le Président a reçu par délibération n°DEL2020_052 du 29 juillet 2020 délégation de pouvoirs au titre de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales.

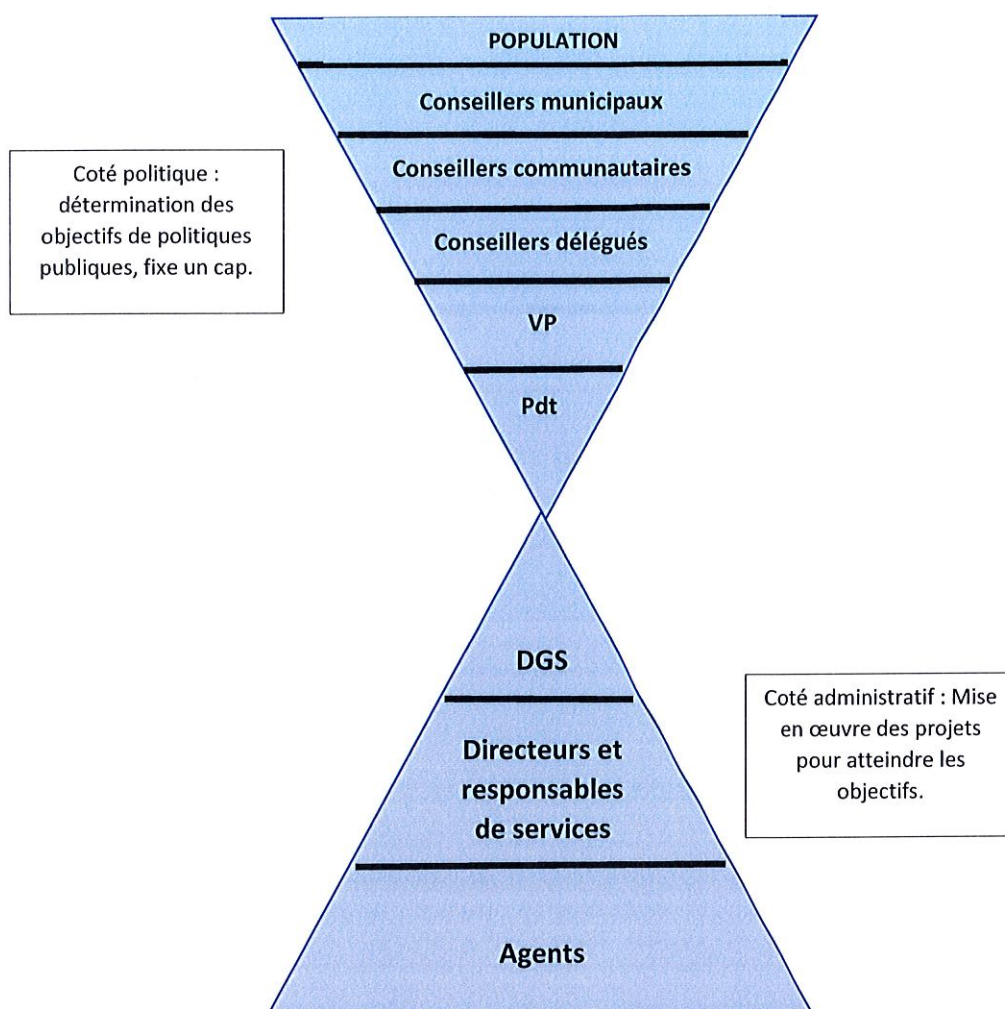
Les actions menées dans le cadre de cette délégation de pouvoirs se matérialisent par des décisions insérées dans le registre des délibérations de la communauté de communes. Lors de chaque conseil communautaire, les conseillers communautaires sont informés des décisions prises.

Seuls les contrats publics d'un montant supérieurs à 2 500€ H.T. font l'objet d'une décision insérée au registre des délibérations.

Chapitre 2 : Organisation décisionnelle

Article 37 : Lien fonctionnel entre les acteurs

La communauté de communes Seules, Terre et Mer comme toute administration publique fonctionne avec une administration organisée. Les relations entre les instances décisionnelles formées d'élus et l'administration peuvent être illustré comme suit :



Article 38 : Processus de mise en œuvre de la décision

Le processus d'élaboration d'une décision et sa mise en œuvre peut être résumé ainsi :

	Instances	Rôle de l'administration
Impulsion et orientation	Bureau Conférence des Maires	
Préparation et identification des options	Vice - Président et conseiller délégué concernés Impulsion / Orientation Conseille	Conseil et expertise administrative, technique, juridique et financière
Avis	Commissions thématiques Conférence des Maires Conseil Municipal Si nécessaire	Prépare une présentation synthétique et complète du projet. Argumente les options retenues
Validation	Bureau	
Décision	Conseil communautaire	Assure aux conseillers communautaires une information précise et complète
Mise en œuvre	Président + vice-président Promeuvent la décision, contrôlent son exécution et évaluent son efficacité	Mise en œuvre administrative, technique et financière.

Article 39 : Récolte de l'avis du conseil municipal de la commune concernée

Conformément à l'article L.5211-57 du code général des collectivités territoriales, les décisions du conseil communautaire dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil communautaire.

Chapitre 3 : Dispositions diverses

Article 40 : Silence du règlement

En cas de silence du présent règlement intérieur sur une situation venant à se présenter, cette dernière devra être traitée au regard des textes législatifs et réglementaires en vigueur. En cas d'absence de texte, le Président veillera à traiter la situation dans l'intérêt de la communauté de communes.

Article 41 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers des membres en exercice du conseil communautaire.

Article 42 : Application du règlement

Le présent règlement est applicable aux instances de Seules Terre et Mer. Il devra être adopté à chaque renouvellement du conseil communautaire dans les six mois qui suivent son installation.

